

BulletinFrancoPaix



UQÀM



CHAIRE **RAOUL-DANDURAND**
EN ÉTUDES STRATÉGIQUES ET DIPLOMATIQUES

Centre FrancoPaix

Vol. 8, n° 8

OCTOBRE 2023



Identités, trajectoires de paix et résolution des conflits au Cameroun

Falk Petegou

Nouvelles et annonces

PAGE 9



Identités, trajectoires de paix et résolution des conflits au Cameroun

Falk Petegou

Falk Petegou

Postdoctorant
Université d'Ottawa



RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Depuis son indépendance en 1960, le Cameroun a connu plusieurs périodes de conflits intercommunautaires. Les récentes crises sécuritaires — provoquées, notamment, par l'insurrection de groupes djihadistes dans la région de l'Extrême-Nord et les conflits dans les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest — s'inscrivent dans la même trajectoire.

Les perceptions qu'ont les divers groupes ethniques les uns des autres sont entachées par des stéréotypes. Cela génère des tensions et affecte leurs interactions.

Ces tensions se manifestent sur la scène politique, où les discours des candidats et de leurs adversaires, à l'ère des réseaux sociaux, sont de plus en plus véhéments. Ils véhiculent de plus en plus de stéréotypes et de messages de haine, ce qui contribue à la recrudescence du tribalisme.

Les différents conflits que le pays a connus, et qui sévissent actuellement, s'inscrivent parfois dans cette logique. Le gouvernement tend à y répondre par la force, sans chercher à mettre en place des conditions permettant une évolution positive de la situation sociopolitique à long terme.

Ces conflits restent, pour l'heure, cantonnés géographiquement, ce qui permet aux autorités de les contenir plus facilement. Or, maintenue par la force, la stabilité sociale ne s'accompagne pas d'une véritable paix durable.



Photo : Population déplacée à la suite d'attaques de Boko Haram, Jimeta-Yola, frontière Nigeria-Nord Cameroun.
Crédits : Immanuel Afolabi, Center on Conflict and Development, Texas A&M University, 29 février 2016.

L'histoire contemporaine du Cameroun a été marquée par des conflits multiples liés à l'identité communautaire. Suivant l'indépendance du Cameroun francophone (1er janvier 1960) et du Cameroun anglophone (31 octobre 1960), le pays a connu une relative stabilité politique et sociale, comparativement à d'autres pays d'Afrique subsaharienne. Or, aujourd'hui, le Cameroun traverse une période d'instabilité politique et d'insécurité provoquée par l'insurrection de Boko Haram¹ et la guerre dans sa zone anglophone². L'insécurité qui sévit au Cameroun³ s'inscrit dans une longue trajectoire de conflits identitaires.

Cet article présente les différentes orientations qu'a connues la paix au Cameroun durant la période postcoloniale. Il relève la dimension identitaire des conflits : l'identité est le socle autour duquel s'organisent les champs politique et social responsables des violences qui menacent actuellement la stabilité camerounaise et, de facto, celle de l'Afrique centrale. Cette analyse se nourrit de 20 entretiens semi-structurés menés en ligne en août 2023 avec des jeunes camerounais qui, dans l'ensemble, considèrent l'insécurité du pays comme une expression du « tribalisme d'État » et de la mobilisation de la violence dans la résolution des conflits.

Une double dynamique de paix au Cameroun

Le Cameroun a connu deux systèmes d'administration coloniale : britannique et français. À la suite de l'indépendance du Cameroun francophone, puis de celui anglophone⁴, le sud du Cameroun a connu un état de paix relative. En revanche, les circonscriptions administratives de l'Ouest et du Littoral font face à un mouvement de résistance nationaliste violent, appelé « maquis ». Cette résistance fait suite aux manifestations anticoloniales de la période de précédent l'indépendance, soutenues et dirigées par l'Union des populations du Cameroun⁵. Les derniers bastions des nationalistes seront anéantis en 1972⁶, ce qui permettra une accalmie sur l'ensemble du territoire.

Au début des années 1990, les violences liées au processus de démocratisation vont paralyser les régions du Centre et du Littoral, mais seront vite contenues par l'appareil sécuritaire étatique. Charly Gabriel Mbock révèle que ces violences, initialement liées à des questions politiques, vont entraîner de graves conséquences sur les interactions entre les divers groupes ethniques camerounais, notamment dans les régions du Centre, du Sud, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest⁷. Aussi, quelques conflits intercommunautaires vont sporadiquement survenir dans les régions du Nord-Ouest (entre Bali-Nyonga et Bawock⁸), du Sud (entre Bamilékés⁹ et Bulu¹⁰) et de l'Extrême-Nord (entre éleveurs et agriculteurs)¹¹. L'émergence des revendications portant sur le climat politique va renforcer des stéréotypes sur certains groupes¹² et en créer de nouveaux, notamment au sujet des Bamilékés, des Ekang¹³ et des populations nordistes et anglophones.

Sous l'ex-président Ahmadou Ahidjo, un semblant d'unité nationale s'observe en raison de la pacification imposée par l'appareil militaire étatique¹⁴. Or, dès les années 90, sous la présidence de Paul Biya, la scène politique est marquée par des luttes identitaires. Le processus de démocratisation engagé par le Cameroun à la suite de la chute du mur de Berlin permet aux ethnies d'exprimer plus ouvertement leurs contestations, enfouies depuis longtemps. Elles vont ainsi créer des partis politiques d'obédiences ethniques qui vont se battre entre eux pour contrôler le pouvoir exécutif.

Les conflits au Cameroun vont s'accroître durant l'année 2012 en raison des activités terroristes de Boko Haram dans l'Extrême-Nord du Cameroun¹⁵. Depuis 2016, des mouvements de revendications corporatistes menacent la paix dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest¹⁶. Lancés par des enseignants et avocats, puis menés par des partisans du fédéralisme, ces mouvements, violemment réprimés par l'État, sont aujourd'hui dirigés par des tenants de la scission du Cameroun.

Le pays est donc désormais le théâtre de conflits répétitifs en raison des mouvements

de protestations, des menaces que pose Boko Haram, de la guerre et des méso conflits¹⁷ dans les régions anglophones, en plus de l'insécurité à la portion est de la frontière avec la Centrafrique.

La crise de l'alternance

L'élection présidentielle de 2018 a été une période conflictuelle au Cameroun, en raison, notamment, de la diffusion d'images et de discours ayant de fortes implications sur la paix sociale du pays¹⁸.

L'iconographie de cette présidentielle se structure autour de caricatures et d'images des candidats, militants des partis politiques et citoyens ordinaires. Elle a une double fonction. D'une part, elle permet de mettre en valeur les atouts physiques et psychiques des individus susmentionnés. D'autre part, elle donne l'occasion aux formations politiques de dévaloriser l'argumentaire de leurs adversaires.

Ces images se présentent comme des éléments d'invention et de réinvention des identités politiques et culturelles. Elles visent à renforcer l'aspect subjectif de

”

« Dès les années 90, sous la présidence de Paul Biya, la scène politique est marquée par des luttes identitaires. »

l'appartenance à une ethnie (au détriment d'une autre), et participent ainsi à un mécanisme de catégorisation qui procède par exaltation ou par dénigrement. Ces images s'accompagnent le plus souvent de discours de haine. Ceux-ci sont notamment relayés à travers des publications sur internet, des titres de presse et des joutes oratoires dans l'espace public.

Initialement, ces discours remettaient en question la probabilité d'une victoire du Rassemblement démocratique du peuple camerounais ainsi que la possibilité d'une

candidature unique de l'opposition¹⁹. Ils vont toutefois se transformer en un débat autour de la victoire autoproclamée de Maurice Kamto, candidat du Mouvement pour la renaissance du Cameroun. Cette situation va favoriser un repli ethnique et une polarisation du débat sur la démocratie et sur l'alternance de pouvoir au Cameroun, entre Bété et Bamiléké. Ces derniers sont soupçonnés de vouloir prendre le pouvoir, même au prix de la force.

”

« Dans les discours sociaux, l'appartenance ethnique est désormais associée à une certaine image. »

En août 2023, nous avons mené des entretiens avec 20 jeunes sur les médias sociaux, Facebook et WhatsApp, avec, notamment, des influenceurs, des étudiants et des vendeurs à la sauvette. Ils ont tous relevé le phénomène de la recrudescence du « tribalisme » et des manipulations incessantes à caractère tribal.

La rumeur veut que le candidat Maurice Kamto, Bamiléké d'origine, soit soutenu par ses frères pour débarquer le président Paul Biya, d'origine bété, du pouvoir. Pour ce faire, ils envisageraient de dénoncer des fraudes électorales soupçonnées et de paralyser l'économie nationale, ce qui engendrerait une crise sécuritaire et sociale.

Comme le rapporte une des personnes interviewées, « [les élites bété] mettent leurs fils dans des postes administratifs stratégiques dans le but de conserver le pouvoir ». Elle ajoute : « Ils mettent tout en œuvre pour nous empêcher d'espérer être un jour aux commandes de l'État. Ils multiplient la haine et des slogans pour tenir notre image. »²⁰

Ce nouveau conflit identitaire est alimenté par de simples citoyens. Dans les discours sociaux, l'appartenance ethnique est désormais associée à une certaine image : les Bamiléké sont vus comme des « déstabilisateurs » tandis que les autres groupes du paysage culturel camerounais sont présentés comme des pacifistes. Ce repli identitaire se nourrit donc des préjugés, poncifs, faits et vécus des différentes ethnies qui évoluent dans un climat postélectoral tendu.

Deux principaux argumentaires peuvent expliquer les causes de ces multiples conflits. Le premier met en relief l'échec de

l'État camerounais à assurer la sécurité de ses populations ainsi que la fragilité du tissu économique, social et juridique camerounais. Il met également en évidence la déliquescence des approches violentes de résolution des conflits adoptées par le gouvernement camerounais. Selon certains analystes, les multiples scènes conflictuelles au Cameroun peuvent être considérées comme une crise du modèle classique de sécurité jacobin qui a été adopté par l'ensemble des États d'Afrique francophone au lendemain de leur indépendance²¹. Cette approche étoffe l'analyse en y intégrant les éléments militaires, juridiques ainsi que le rapport des citoyens à la gouvernance politico-administrative et économique. Ces éléments contribuent à expliquer l'émergence et le développement de la violence qui entraînent les mouvements de révoltes et de contestation des approches de résolution des conflits au Cameroun²².

Le second argumentaire oriente les réflexions vers la dimension identitaire des conflits²³. La problématique de la marginalisation des groupes en conflit et celle des perceptions collectives y sont centrales. La thèse de la marginalisation explique le déséquilibre économique qui persiste entre les huit autres régions du Cameroun et celles du Centre et du Littoral, où se situent, respectivement, les capitales politique et économique du pays. Cette thèse explique





« Dans l'ensemble, l'analyse de ces conflits révèle que ceux-ci se concentrent à des endroits précis et sortent rarement de leur aire géographique, notamment lorsqu'il s'agit de violence directe. »

également les stéréotypes entretenus à l'égard des divers groupes, l'exclusion de certains groupes du gouvernement et de son administration, et souligne la question de la langue²⁴.

La marginalisation repose sur un processus d'attribution d'une identité malléable en fonction des situations et se concrétise à travers les interactions quotidiennes entre ethnies. Ce processus d'interaction est marqué par l'attribution d'une identité au groupe opposé, lequel peut accepter cette identité donnée, généralement clichée, ou la refuser. Par exemple, les francophones considèrent les habitants des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest comme des «mboutoukou» (c.-à-d. stupides, idiots) et ceux-ci qualifient les francophones de «frogs» et «cam-no-go»²⁵.

Ces différentes appellations, fréquentes dans les relations sociales au Cameroun, sont généralement vécues comme un fait comique et peuvent être reçues d'au moins deux façons. Elles peuvent être considérées comme un fait réel, c'est-à-dire que l'endogroupe croit que l'exogroupe le perçoit comme tel et l'analyse à travers ce prisme. L'endogroupe, conscient qu'il s'agit d'un phénomène normal dans les relations sociales, peut aussi chercher à tirer profit de la situation.

Dans le premier cas, l'endogroupe tend à manifester son mécontentement auprès de l'exogroupe et dénoncer ces attributions. Cette option n'occulte pas la possibilité de remettre en marche la relation préalablement établie et n'engrange pas l'escalade. D'ailleurs, elle est capitale pour l'établissement du respect et d'un vivre ensemble.

Dans le second cas, l'endogroupe va mobiliser des éléments matériels et subjectifs pour créer une surenchère. Ces éléments peuvent être, entre autres, l'évocation de la stigmatisation, de la pauvreté ou du retard économique. Dans un environnement de concurrence, cela permet à l'endogroupe de se démarquer, notamment par l'obtention d'un pouvoir de négociation auprès des institutions. Ce pouvoir peut s'octroyer en ayant recours aux moyens violents – comme la déstabilisation d'une fraction du territoire national – ou en attaquant certains groupes en raison de leur supposée accointance avec les institutions étatiques et des acteurs de l'exogroupe.

Cantonnement et localisation des conflits

Dans l'ensemble, l'analyse de ces conflits révèle que ceux-ci se concentrent à des endroits précis et sortent rarement de leur aire géographique, notamment lorsqu'il s'agit de violence directe. C'est le cas, par exemple, des attaques orchestrées par Boko Haram dans l'Extrême-Nord ou de la guerre dans la zone anglophone²⁶.

Il en va de même des revendications publiques de ces conflits qui demeurent circonscrites aux endroits où elles ont été initiées. L'un des interviewés présente cette situation comme étant le reflet de «l'institution du tribalisme»²⁷. Il affirme que le régime actuel a su localiser les initiatives de revendication et empêcher les mobilisations en dehors de l'ethnie, et ce, en ayant recours à la violence, en refusant de nommer des politiciens originaires de territoires récalcitrants aux hautes fonctions de l'État et en empêchant le développement de ces territoires.

Ces actions misent sur la peur pour freiner les initiatives interethniques, comme le souligne une personne interviewée : «L'État préfère contenir les conflits au sein des communautés afin de mieux les gérer toujours par le brandissement de sa punition»²⁸. Cette idée révèle que le complot est l'argument le plus souvent avancé par le gouvernement lorsqu'il est confronté à une contradiction. Il va souvent parler des «ennemis de la nation»²⁹ pour justifier l'usage de la violence, comme c'est actuellement le cas dans les zones anglophones³⁰. Malgré son intervention militaire pour tenter de restaurer la paix dans cette zone, l'État camerounais peine à y exercer une forte autorité. Ce sont les mouvements armés *ambazoniens* qui dictent la loi sur ce territoire.

Au début du conflit en 2016, des universitaires et politologues du régime en place ont conseillé aux pouvoirs publics de raser les zones anglophones. Dans les médias, plusieurs d'entre eux vont plaider pour un recours à la violence afin de taire les revendications corporatistes et vont faire de la propagande, notamment en prétextant qu'il y a un complot contre les institutions³¹. Or, sept ans plus tard, l'État ne maîtrise plus cette partie du territoire et perd des hommes quotidiennement. Au regard des conséquences et violences subies par les civiles, il convient de se demander si ceux qui ont propagé ces slogans de haine et de violence seront traduits devant la justice internationale au même titre que les donneurs d'ordres. En outre, cette situation confirme que l'option militaire ne permet pas une résolution intégrative³² des conflits, surtout lorsque le phénomène de marginalisation est à la base des revendications. Au vu de la violence mobilisée par l'État dans l'imaginaire social, certains vont juger

préférable de coopérer contre leur gré plutôt que d'être traités comme des ennemis de l'unité nationale. Cela aide à comprendre que la violence directe ne s'exerce que dans le lieu³³ précis où le conflit a pris naissance.

Ces constats révèlent l'importance d'une bonne compréhension des données géographiques qui peuvent engendrer le conflit et des données historiques concernant les relations entre les peuples des différentes régions. Il faut aussi prendre en compte les données sécuritaires, celles liées aux ressources économiques ainsi que la dynamique des conflits. Enfin, il est nécessaire d'avoir une bonne compréhension de la vie dans les zones en conflit, des images que les groupes se font du vivre ensemble,

”

« La reproduction dans le temps des mêmes approches violentes empêche de créer des conditions d'une paix durable et de résoudre les inimitiés. »

des facteurs qui influencent leurs attitudes et comportements ainsi que de la façon dont ils perçoivent leur réalité. En somme, il est essentiel d'établir une cartographie des conflits au Cameroun afin d'en saisir les causes et dynamiques, d'identifier ses entrepreneurs, leurs stratégies et *modus operandi*, et d'envisager des stratégies d'intervention précoce pour les transformer, voire les éviter.

Politiques de résolution des conflits : quelles leçons en tirer ?

Le Cameroun, dans sa période postcoloniale, n'a connu qu'une paix négative. Selon les grands moments historiques évoqués plus haut, la paix proclamée était juste un état de non-guerre, une «paix de cimetière»³⁴, qui camouflait des tensions internes latentes qui ont été gérées, à tort, par le recours à la violence. Les approches violentes sont, pour la plupart, mémorielles et découlent de récits et mythologies de violence ainsi que de souvenirs de frustrations. Elles supposent que la mémoire des conflits est fondée sur l'oubli³⁵ alors que la violence des séquelles ne s'oublie pas.

Les approches mobilisées pour la violence ne le sont qu'à travers des connecteurs des conflits vécus qui, d'ailleurs, influencent l'issue des interactions. La référence renvoie, d'une part, à la pacification des mouvements nationalistes. D'autre part, les parties, engagées dans divers objectifs, ont recours à la force dans l'espoir de mitiger les antagonismes, notamment en ce qui concerne la forme de l'État.

Les choix en matière de modèle de gouvernance et de stratégie de gestion des conflits conditionnent l'issue de la paix sociale. La reproduction dans le temps des mêmes approches violentes empêche de créer des conditions d'une paix durable et de résoudre les inimitiés. Le recours à la violence à travers l'option militaire renforce les irrédentismes locaux et ouvre la possibilité de mettre en place des alliances pour construire des industries meurtrières. Il n'y a ainsi aucune garantie de sécurité pour l'État ainsi que pour les peuples qui y sont gouvernés. Les logiques militarisées donnent corps aux industries et à la rhétorique de la peur, ce qui a pour conséquence d'exacerber les préjugés, la discrimination et la marginalisation.



Photo : Parade locale à Mbengwi, région du Nord-Ouest, Cameroun.
Crédits : University Of Pennsylvania, 25 juin 2013.

- 1 Le groupe « Boko Haram » peut être appréhendé sous plusieurs angles. On peut le définir comme un groupe armé terroriste agissant dans le bassin du Lac Tchad et ayant des liens étroits avec le djihadisme et le salafisme d'Al-Qaïda. Il est aussi vu comme un mouvement de contestation religieux et politique qui a pour objectif de remplacer l'éducation et le modèle de vie occidental au Nigéria par l'éthique et la morale musulmanes. Il est également considéré comme un groupuscule de criminels et de trafiquants qui profitent de la porosité des frontières, du faible pouvoir d'action des États et de la pauvreté pour instituer la violence dans les pays du bassin du Lac Tchad, dont le Cameroun fait partie. Au Cameroun, Boko Haram opère essentiellement dans la région de l'Extrême-Nord, au nord du Nigéria et du Tchad. Si certains auteurs et milieux diplomatiques établissent des connexions entre Boko Haram et l'État islamique, au Cameroun, aucun fait ne permet, jusqu'à présent, d'attester que des attaques ou oppositions au régime en place ont été motivées par un fondamentalisme religieux. Dans le contexte camerounais, il convient de considérer Boko Haram comme un groupe criminel. Pour mieux comprendre les développements sur Boko Haram, voir Melchisedek, C. (2020). Comprendre Boko Haram à partir d'une perspective historique, locale et régionale. *Canadian Journal of African Studies*, 54(2), 215-227.
- 2 Kamdem, P. et Kuete, M. (2012). *L'insécurité au Cameroun : mythes ou réalités ?* Iresma; Saibou I. (dir.). (2018). Attaques et attentats de Boko Haram dans l'Extrême-Nord du Cameroun. *Revue pluridisciplinaire de l'École Normale Supérieure*; Seidik, A. et Dan Dano, M. L. (2019). *Voyage au cœur de Boko Haram. Enquête sur le djihad en Afrique subsaharienne*, Éditions L'Harmattan.
- 3 Pout C. E., Yogo, E. E. et Barka B. (2019). *Boko Haram au Cameroun, quelles nouvelles dynamiques ?* Éditions du Cygne.
- 4 Les dénominations « anglophone » et « francophone » décrivent, respectivement, les territoires du Cameroun sous-administration britannique et française pendant la période coloniale. Elles renvoient également aux peuples qui s'y identifient ou qui sont perçus comme tels dans la sphère sociopolitique camerounaise.
- 5 Pour de plus amples détails sur l'histoire politique du Cameroun et sur le maquis dans les régions de l'Ouest et du Littoral, voir Chindi-Koulev, F. (2006). *Histoire cachée du Cameroun*. Éditions Saagrap.
- 6 Chindi-Koulev, F. (2006), *Op. cit.*
- 7 Mbock, C. G. (2000). *Les conflits ethniques au Cameroun : quelles sources, quelles solutions ?* Éditions Saagrap.
- 8 Bali-Nyonga et Bawock sont deux peuples voisins qui se retrouvent dans la région du Nord-Ouest du Cameroun.
- 9 Les Bamilékés constituent le groupe ethnique qui peuple la région de l'Ouest du Cameroun.
- 10 Le groupe ethnique bulu se retrouve essentiellement dans la région du Sud Cameroun.
- 11 Mushing, T. W. (2020). Tribalism, Politics and Hate Discourse in Contemporary Cameroon English, a Linguistic Usurpation. *Communication and Linguistics Studies*, 6(3), 47-64.
- 12 Ces stéréotypes sont liés aux images que les groupes s'autoattribuent. Par exemple, les Bamilékés sont perçus par les autres ethnies comme « sales, radins, envahisseurs ». Les Béti sont considérés comme malhonnêtes, fêtards tandis que les peuples du « Grand Nord » sont considérés par les autres ethnies comme étant violents. Dans cette même logique de construction des images sociales et des préjugés, les peuples du Nord-Ouest, anglophones, sont considérés comme « de moins que rien », des « écervelés » et donc des « bêtes » qui n'ont aucun sens critique.
- 13 Le peuple Ekang est constitué de Béti, Bulu, Mfang et Nanga que l'on retrouve principalement dans les régions du Centre, du Sud et de l'Est du Cameroun.
- 14 Mukong, A. W. (2009). *Prisoner without a Crime. Disciplining Dissent in Ahidjo's Cameroon: Disciplining Dissent in Ahidjo's Cameroon*. African Books Collective.
- 15 Koungou, L. (2016) *Boko Haram : Parti pour durer*. Éditions L'Harmattan.
- 16 Il y a eu une transition dans les objectifs proclamés des luttes qui ont eu cours dans les zones anglophones. Auparavant, les revendications concernaient l'harmonisation des systèmes juridiques, l'intégration des anglophones dans les postes décisifs et le fédéralisme. Désormais, ces luttes tournent autour de la scission du Cameroun avec, à leur tête, les leaders du mouvement *ambazonien* — lequel renvoie à des groupes armés ou mouvements de contestation qui confrontent l'armée nationale du Cameroun dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Ce mouvement se présente comme une critique de l'élite classique anglophone et des institutions de l'État, et s'oriente de plus en plus vers un mouvement représentant les minorités pour susciter le soutien diplomatique international. Voir Konings, P. et Nyamnjoh, F. (2019). Anglophone Secessionist Movements in Cameroon. Dans de Vries L., Englebert P., Schomerus M. (dir.). *Secessionism in African Politics: Aspiration, Grievance, Performance, Disenchantment*. Palgrave Macmillan; Kouega, J.-P. (2018). The Anglophone Problem in Cameroon: Focus on Education. *Open Access Library Journal*, 5(3), 1-9.
- 17 Les méso conflits renvoient aux conflits entre les groupes (p. ex. conflit entre les ethnies). Voir Galtung, J. (2004). *Transcend and Transform: An Introduction to Conflict Work*. Paradigm Publishers.
- 18 Gartner, S. et Gelpi, C. (2016). *The Affect and Effect of Images of War on Individual Opinion and Emotions*. *International Interactions*, 42(1), 172-188.
- 19 Loumbélé, D. B. W. (2021). Analyse énonciative des discours de Paul Biya sur la crise anglophone. *Revue panafricaine de linguistique pour le développement*, 1(1), 187-205.
- 20 Propos d'une influenceuse interviewée le 16 août 2023 sur Facebook.
- 21 Touyom, P. (2011). *Conjonctures sécuritaires en zone frontalière : Cameroun – Tchad – République centrafricaine : Éléments d'analyse anthropo-politiste du phénomène des coupeurs de route*. Stockholm international Peace Research Institute.
- 22 Kamdem, P. et Kuete, M. (2012), *Op. cit.*; Saibou, I. (2018), *Op. cit.*
- 23 Simo, D. (dir.). (2006). *Constructions identitaires en Afrique : enjeux, stratégies et conséquences*. Éditions CLE.
- 24 *Ibid.*
- 25 Jules Roger, S. E. (2018). *Inside the Virtual Ambazonia: Separatism, Hate Speech, Disinformation and Diaspora in the Cameroonian Anglophone Crisis* [Mémoire de maîtrise, Université de San Francisco].
- 26 Abba, S. et Dan Dano, M. L. (2019). *Voyage au cœur de Boko Haram : Enquête sur le djihad en Afrique subsaharienne*. Éditions L'Harmattan; MacEachern, S. (2018). *Searching for Boko Harm. A History of Violence in Central Africa*, Oxford University Press, 2018; Thurston, A. (2017). *Boko Haram: The History of an African Jihadist Movement*. Princeton University Press.
- 27 Propos d'une personne interviewée le 25 août 2023 sur WhatsApp.
- 28 Propos d'une personne interviewée le 27 août 2023 sur Facebook.
- 29 Propos d'une personne interviewée le 25 août 2023 sur Facebook.
- 30 Selon un rapport de Human Right Watch World publié en 2023, la guerre dans la zone anglophone du Cameroun a fait près de 6000 civils morts et 598 000 déplacés internes juste pour l'année 2022. Voir Human Right Watch. (2023). [Cameroon: Events of 2022](#). Human Right Watch.

- 31 Cameroun Web. (2018, 7 juin). [Ces personnalités qui soutiennent le massacre des anglophones](#). Page consultée le 23 septembre 2023.
- 32 La résolution intégrative indique que l'issue du conflit repose sur une approche gagnant-gagnant, c'est-à-dire que toutes les parties prenantes se sont entendues sur une solution durable et que l'ensemble de leurs priorités ont été considérées.
- 33 La notion de lieu renvoie à l'espace géographique de production du conflit. L'unité prise est alors la région.
- 34 Galtung, J. (2004). *Op. cit.*
- 35 Connerton, P. (2009). *How Modernity Forgets*. Cambridge University Press.

Autres sources consultées

- Wagoner, B. et Bresco, I. (2016). Conflict and Memory : The Past in the Present in Peace and Conflict. *Journal of Peace Psychology*, 22(1), 3-4.
- Cronin, A. K. (2009). *How Terrorism Ends*. Princeton University Press.
- Domou, B. (2013). [Conflit foncier et frontalier entre les Bali-Nyonga et les Bahouc dans le Nord-Ouest Cameroun](#). Ireenes.
- Gibbaud, P. (2014). *Boko Haram : Histoire d'un islamisme sahélien*. Éditions L'Harmattan.
- Langmia K. (2019). Confronting the Lion with Bare Hands: Social Media and the Anglophone Cameroonian Protest. Dans Ngwainmbi E. (dir.) *Media in the Global Context*. Palgrave Macmillan.
- Liba'a, N.K, Dugué, P. et Torquebiau, D. (2011). Éleveurs et agriculteurs du nord Cameroun face à la violence et aux insécurités : entre adaptation et impuissance. *Cahiers de géographie du Québec*, 55(155), 175-195.
- Lohkoko, E. A. (2015). Disease of will among African states: The separatist agenda of Southern Cameroon National Council (SCNC), c. 1995-2004. *Conflict Studies Quarterly*, 3(17), 3-17.
- Ndikum, N. C. (2016). The Management of Ethno-National Conflicts in Africa: The Cameroon's "Anglophone Problem". *African Journal of Democracy and Governance*, 3(3-4), 106-132.



Photo : Poste de commandement de l'exercice conjoint « Unified Focus » entre les armées camerounaise et américaine.
Crédits : US Army Africa Command, 14 mars 2018.

NOUVELLES ET ANNONCES

→ Bruno Charbonneau

a écrit, dans la revue *International Peacekeeping*, une recension de l'ouvrage *African Peacekeeping* de Jonathan Fisher et Nina Wilén publié aux Presses universitaires de Cambridge.

[Pour plus de détails](#)

→ Sarah-Myriam Martin-Brûlé

a participé au « Forum de Lomé sur la paix et la sécurité » qui avait lieu au Togo du 20 au 22 octobre. Elle a été modératrice dans le cadre du panel « Solutions africaines - Mobiliser l'innovation et l'agilité continentales ».

[Pour consulter la programmation](#)

→ Adib Bencherif

a publié une chronique ayant pour titre « Défiance envers la Françafrique » dans *La Presse* du 12 octobre.

→ Sonia Le Gouellec

signe l'étude « Israël-Hamas : les pays d'Afrique subsaharienne dans la guerre de Soukkot », publiée le 20 octobre dans *Le Grand Continent*.

→ Bruno Charbonneau et Pauline Baudu

ont participé à la conférence « Climate Change & Security », organisée par le Center for Maritime Research and Experimentation de l'OTAN, du 3 au 5 octobre à Lérice, en Italie.

[Pour en savoir plus sur leurs interventions et contributions](#)

→ Nicolas Klingelschmitt

a donné une conférence intitulée « À quoi sert l'ONU ? » à l'Université du troisième âge de Varennes le 26 septembre.



Photo : Panneau indiquant la Commission électorale du Cameroun (ELECAM).
Crédits : Jasmine Halki, 19 avril 2014.

→ Bulletin FrancoPaix - Appel à contributions

Dans un espace francophone en constante mutation, où les enjeux locaux et régionaux de la sécurité, du développement et de la démocratie, souvent protéiformes, se mêlent aux jeux d'influence géopolitiques mondiaux et aux dynamiques transnationales, il est essentiel de saisir l'ensemble des aspects grâce à des analyses expertes et rigoureuses.

Depuis 2016, le Bulletin FrancoPaix a pour objectifs de valoriser, vulgariser et diffuser la recherche produite en français dans le domaine des études sur la paix et sur les conflits. Il s'adresse à un public informé, universitaire, praticien et professionnel. Il est distribué dans les réseaux universitaires et professionnels (onusiens, ONG et autres) et rejoint, également, près de 10,000 abonnés à l'infolettre de la Chaire Raoul-Dandurand. Chaque mois, nous publions des analyses décryptant les défis à la paix, à la démocratie, au développement et à la sécurité dans l'espace francophone, les causes et les conséquences des conflits ou interventions en cours, toujours dans une perspective transdisciplinaire et critique. Nous ouvrons également nos colonnes aux enjeux portant sur les espaces africains non francophones.

Si vous êtes chercheur.e, expert.e ou praticien.ne et désirez contribuer à notre mission et à nos débats, soumettez-nous votre proposition ! Si celle-ci est acceptée, notre comité éditorial vous accompagnera dans l'écriture, l'évaluation, les révisions et la publication de votre article (de 1500 à 2500 mots). De courts décryptages (800 à 1200 mots) sur un sujet d'actualité sont également les bienvenus. Votre contribution sera publiée dans notre bulletin mensuel et partagée sur nos réseaux sociaux. Un appui financier est possible (mais jamais garanti) pour les jeunes chercheur.e.s une fois le texte publié et seulement si les fonds sont disponibles.

Pour nous soumettre une proposition de contribution :

- Nom des auteur.e.s
- Affiliation institutionnelle et titre
- Adresse courriel
- Titre de la contribution
- Résumé (200 mots)

À envoyer à l'adresse : francopaix@protonmail.com

ÉQUIPE ÉDITORIALE

RÉDACTEUR EN CHEF

Bruno Charbonneau

Directeur du Centre FrancoPaix

Professeur titulaire, Collège militaire royal de Saint-Jean

RÉDACTEUR ADJOINT ET COORDONNATEUR

Nicolas Klingelschmitt

Doctorant, Université du Québec à Montréal

RÉVISION

Daphné St-Louis Ventura

MEMBRES DU COMITÉ DE RÉDACTION

Adib Bencherif

Professeur adjoint, Université de Sherbrooke

Melchisedek Chetima

Professeur adjoint, Université du Québec à Montréal

Marie-Eve Desrosiers

Professeure agrégée, Université d'Ottawa

Cédric Jourde

Professeur agrégé, Université d'Ottawa

Sarah-Myriam Martin-Brûlé

Professeure agrégée, Université Bishop's

Mulry Mondélice

Professeur adjoint, Collège militaire royal de Saint-Jean

Maxime Ricard

PhD, Chercheur Afrique de l'Ouest, Institut de recherche stratégique de l'École militaire de Paris

Tatiana Smirnova

PhD, postdoctorante, CIDIS de l'Université de Sherbrooke

Le Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix a pour mission de valoriser la recherche scientifique, la formation universitaire et le développement des études dans le domaine de la résolution des conflits et des missions de paix dans la francophonie.

CHAIRE RAOUL-DANDURAND | UQAM

C.P. 8888, Succ. Centre-Ville Montréal (Québec) Canada H3C 3P8

Tel. (514) 987-6781 | chaire.strat@uqam.ca | dandurand.uqam.ca

Retrouvez-nous sur Twitter : @CFrancopaix et @RDandurand

PARTENAIRE

